

7 octobre 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations entre la France et la Géorgie, à Tbilissi (Géorgie) le 7 octobre 2011.

Chers amis,

Quand je suis arrivé à Tbilissi, dans la nuit du 12 août 2008, vous étiez des milliers, devant votre Parlement, pour crier votre colère devant l'outrage qui était fait à votre pays et exprimer votre détermination à sauver votre indépendance.

Trois ans ont passé, et sur cette place de la Liberté, je suis heureux de pouvoir m'adresser à une nation indépendante et à un peuple libre !

Trois ans ont passé, et si les armes se sont tuées, elles n'ont pas effacé les blessures de la guerre. Des dizaines de milliers de vos compatriotes ont été déplacés et sont venus grossir les rangs des centaines de milliers qui avaient été chassés de leurs terres par les conflits antérieurs.

Des milliers de familles ont été séparées, qui sont depuis empêchées de se retrouver, de se parler, de s'embrasser, par l'érection d'un mur invisible au sein d'une même nation.

Une partie de votre territoire vous a été enlevée. Cette souffrance reste vive, comme un membre amputé dont on ressent toujours la présence.

Contre toute logique stratégique, et à rebours des engagements pris, d'importantes forces militaires restent stationnées à vos portes, de l'autre côté des lignes de séparation.

Chers amis géorgiens,

Ces trois ans qui ont passé n'ont rien enlevé à l'engagement de la France à vos côtés. Rien.

La France a été la première à déployer ses gendarmes le long des lignes de séparation.

Mais la France ne se résigne pas au fait accompli.

Et je veux, Monsieur le président, ici, réaffirmer solennellement, l'attachement de la France, l'attachement de l'Europe à la souveraineté de la Géorgie, à l'indépendance de la Géorgie, et à l'intégrité territoriale de la Géorgie.

Je veux réitérer ici mon engagement à veiller à l'application des accords conclus, car les accords conclus engagent les pays qui ont souscrit, engage Monsieur le président, leur parole et leur honneur.

Je réaffirme ici, devant vous, le droit du peuple géorgien à définir sa voie, à choisir ses alliances, et à construire librement son avenir.

Chers amis,

Nous avons pu arrêter la guerre dans l'urgence. Mais arrêter la guerre dans l'urgence ce n'est pas construire la paix véritable.

Plus que toute autre nation, la France mesure le déchirement que représente pour vous la division forcée de votre pays.

Plus que tout autre pays, la France ressent la douleur de tous ces déplacés, ces expulsés, ces arrachés à leur terre.

Et si la France en a une conscience aussi aiguë, c'est parce que l'Histoire a infligé à la France les mêmes souffrances et les mêmes injustices.

Mais, comme je le disais ce matin en Arménie, aucun pays, plus que la France, ne sait qu'il n'est de fracture si grave qui ne puisse être résorbée.

C'est le choix de la volonté qu'ont fait la France et l'Allemagne après 1945, après trois conflits ravageurs. C'est sur les décombres du pire conflit que l'humanité ait connu, que Charles de Gaulle et Konrad Adenauer ont engagé leurs peuples sur la voie de la réconciliation. Et

Gauche et Konrad Adenauer, ont engagé leurs peuples sur la voie de la réconciliation. Et aujourd'hui, l'Europe dont parlait le président Saakachvili, c'est l'Europe de la France et de l'Allemagne, amis et réconciliés.

Et bien je veux vous dire du fond de mon cur, que c'est la même voie que la Géorgie et la Russie doivent choisir. Car dans le Caucase pas plus qu'ailleurs dans le monde, il n'y a de fatalité à la confrontation et à la guerre.

La Géorgie a montré la voie, quand le Président Saakachvili a pris l'engagement solennel, de ne jamais recourir à la force pour rétablir la souveraineté de la Géorgie sur les deux provinces qui lui ont été arrachées.

Cet engagement, les autres signataires des accords du 12 août et du 8 septembre 2008 doivent le prendre à leur tour. Chaque pays doit s'engager à cela.

Je demande que les observateurs européens puissent se rendre en Abkhazie et en Ossétie du Sud, pour s'assurer que les droits des populations y sont scrupuleusement respectés.

Le droit des déplacés à regagner leurs foyers et à retrouver leur terre et pour commencer, les familles séparées doivent pouvoir se retrouver et se déplacer de part et d'autre des lignes de séparation.

Chaque partie doit continuer de s'engager dans les discussions de Genève, c'est par le dialogue, par la négociation que l'on dépassera la méfiance.

Des mesures de confiance doivent être prises pour consolider la stabilité.

Monsieur le Président,

Chers amis géorgiens,

La France considère la Russie comme son amie. Comme un partenaire stratégique, car nos destins sont mêlés, c'est ensemble, Européens et Russes, que nous assurerons durablement la prospérité de nos peuples, la stabilité de notre continent.

Partenaire et amie, c'est ce que la Russie devrait être, ou redevenir, pour la Géorgie.

Vos deux peuples ont subi le même traumatisme de 70 ans de communisme soviétique. Tous deux s'en sont relevés et ont retrouvé la maîtrise de leur destin.

Plusieurs centaines de milliers de vos compatriotes vivent en Russie, et Moscou, après Tbilissi, est la première ville géorgienne par la population. Vos hommes d'affaires investissent en Russie, et leurs homologues sont nombreux à venir profiter du dynamisme de votre économie.

Mais pour rétablir la confiance, il faut que cesse la rhétorique de confrontation et que prévale le dialogue.

Pour rétablir la confiance, il faut que cessent les intimidations, les menaces et les tentatives de déstabilisation qui sont proprement inacceptables.

Pour rétablir la confiance, chacun doit admettre que l'Union soviétique n'existe plus, qu'une politique des sphères d'influence n'a pas vocation à lui succéder. Tout le monde doit accepter que la Géorgie, ait le droit de définir sa voie et de choisir librement ses amis et ses alliances.

La Géorgie doit être libre d'exprimer son aspiration à rejoindre l'OTAN, si son peuple le souhaite.

Monsieur le Président, la Géorgie doit être libre d'exprimer son aspiration à se rapprocher de l'Union européenne, et un jour à la rejoindre. Cette aspiration est une chance pour la Géorgie, car elle est un catalyseur de toutes les réformes entreprises.

Au lendemain de cette « révolution des Roses » qui a suscité tant d'enthousiasme en France, la société géorgienne était divisée, votre économie exténuée et tout le pays était en proie au doute. Il existe encore bien des défis, mais que de chemin parcouru depuis lors.

La distribution du gaz, de l'eau, de l'électricité a été rétablie. Vos routes ont été refaites et les infrastructures ont été développées. La sécurité a été restaurée et vos commissariats sont désormais transparents, à l'image de votre police, autrefois parmi les plus corrompues du monde, qui est aujourd'hui plébiscitée par la population géorgienne unanime.

La richesse de votre pays a été multipliée par dix depuis 2004. La Géorgie est aujourd'hui un pays attractif et ce n'est pas un hasard si les investissements étrangers y affluent.

Cette stratégie de réformes et d'ouverture est votre meilleure chance pour convaincre demain Abkhazes et Sud-Ossètes que leur avenir est aux côtés de leurs compatriotes géorgiens, dans un pays ouvert, plutôt qu'à l'intérieur de pseudo-Etats isolés et vassalisés.

La poursuite de votre stratégie de réforme est aussi votre meilleur atout pour convaincre l'Union européenne que la Géorgie est européenne et pour le président de la France que je suis, la Géorgie est européenne par sa culture, par ses choix développement et par ses valeurs. Ce rapprochement avec l'Union européenne dépend de vos réformes et de l'approfondissement de votre démocratie.

Pour ce qui me concerne, quand je suis à Tbilissi, je me sens en Europe et pas ailleurs ! Entre la France et la Géorgie, il y a beaucoup plus que le souvenir de ces journées terribles d'août 2008.

Il y a 90 ans, après trois années d'indépendance, alors que votre pays s'était doté d'une constitution démocratique qui reconnaissait aux femmes le droit de vote, c'est en France que votre jeune gouvernement trouvait refuge, contraint à l'exil par le déferlement des armées bolchéviques.

C'est en France qu'il continua, au cours des décennies à entretenir la flamme de l'identité et géorgienne.

Et c'est en terre de France, à Leuville-sur-Orge, que reposent nombre de ces grands Géorgiens qui, comme Noé Jordania ou Noé Ramishvili, avaient rêvé d'une Géorgie libre, que vous incarnez aujourd'hui.

Je soutiens pleinement le projet d'installer un centre culturel géorgien dans ce village français devenu pour tous les Géorgiens un lieu de mémoire.

Entre la Géorgie et la France, c'est également sur les champs de bataille que des liens de sang ont été noués.

Vétéran de la bataille de Kéren, de la campagne de Syrie, le Géorgien Dimitri Amilakvari est mort pour la France en héros, lors de la campagne de Libye. Il reste aujourd'hui une figure légendaire de la Légion étrangère.

Aujourd'hui encore, nos soldats sont côte-à-côte, en Afghanistan.

Sous l'impulsion du Président Saakachvili, la Géorgie a fait le pari audacieux, insensé disaient même certains alors, d'installer au cur d'une région pétrifiée par des décennies de communisme une vraie démocratie et une économie de marché.

Ce pari, la France est fière d'y avoir cru et de l'avoir soutenu.

Nos entreprises vous aideront et demain, nous serons encore à vos côtés pour développer votre pays.

Vous avez engagé une réforme en profondeur de votre système éducatif. Et après l'ouverture cette année de l'Ecole française du Caucase, la France veut être à vos côtés pour former vos élites de demain, pour créer de nouveaux ponts entre la France, l'Europe et la Géorgie. Votre Président et son épouse Sandra, qui parlent si bien notre langue, ne sont-ils pas là pour témoigner que la maîtrise du français est le meilleur passeport pour accéder aux plus hautes fonctions !

Comme eux, je souhaite que votre jeunesse bénéficie de formations dans le réseau des universités francophones du monde entier.

Au début du siècle dernier, comme en ce mois d'août 2008, c'est dans l'adversité et dans l'épreuve que la France et la Géorgie se sont retrouvées.

De ces rencontres que l'Histoire nous a imposées est née une amitié profonde entre la France et la Géorgie.

Je suis venu ici ce soir, sur cette place de la Liberté, pour célébrer cette amitié.

La France sera à vos côtés pour assurer votre indépendance et pour vous rapprocher de l'Europe. La France n'est pas un ami d'un jour, elle est un ami pour toujours.

Je suis venu vous assurer que la France, c'est l'amie fidèle sur laquelle la Géorgie peut compter.

Vive la Géorgie !

Vive la France !

Vive l'amitié entre nos deux peuples !